

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

ÉFAI

3 septembre 2010

Index AI : ASA 20/025/2010

Inde. Un groupe armé maoïste doit immédiatement cesser de retenir des policiers en otage au Bihar

Le Parti communiste indien (CPI, maoïste), groupe armé d'opposition, doit immédiatement cesser de retenir en otage les trois derniers policiers qu'il a enlevés dans le district de Lakhisarai, dans l'État du Bihar, il y a cinq jours, et doit garantir leur sécurité et leur santé tant qu'il ne les a pas relâchés, a fait savoir Amnesty International. La dépouille d'un quatrième policier enlevé dans les mêmes circonstances, Lucas Tete, a été retrouvée le 3 septembre au matin.

Selon certaines informations, un tract maoïste découvert près de son corps criblé de balles dans les bois de Lakhisarai renouvelait la menace d'abattre les trois policiers toujours retenus en otage par les maoïstes si le gouvernement du Bihar refuse de relâcher huit maoïstes incarcérés, dont certains sont inculpés de plusieurs infractions.

La prise d'otages est prohibée par le droit international. « Il est contraire aux principes fondamentaux de l'humanité, tels que les consacre le droit international humanitaire, de capturer ou détenir une personne et de menacer de lui faire du mal ou de la tuer si le gouvernement ne satisfait pas aux exigences des preneurs d'otages, a indiqué Amnesty International. Le CPI (maoïste) doit cesser de menacer la vie ou la santé de ces policiers et garantir leur sécurité. »

Les quatre policiers – Lucas Tete, Mohammad Ehsaan, Rupesh Kumar Sinha et Abhay Prasad Yadav – ont été pris en otage dimanche 29 août 2010. Les maoïstes ont attaqué une patrouille et tué sept autres policiers lors de cette fusillade.

Le délai fixé par les maoïstes pour la libération de ces hommes a expiré le 1^{er} septembre, bien que le gouvernement du Bihar ait proposé d'entamer des pourparlers avec les maoïstes sur cette question. Le 3 septembre, un porte-parole maoïste a affirmé que les ravisseurs avaient tué Abhay Prasad Yadav, mais son corps n'a pas été retrouvé.

Informations générales

Les affrontements qui opposent depuis longtemps le Parti communiste indien (CPI, maoïste), groupe armé d'opposition interdit, aux forces de sécurité dans plusieurs États d'Inde s'est intensifiée en juillet 2010 après l'exécution extrajudiciaire présumée par les forces de sécurité indiennes de Cherukuri Rajkumar, alias Azad, porte-parole du groupe maoïste, et de Hemchandra Pandey, journaliste indépendant. Les deux hommes parcouraient l'État d'Andhra Pradesh en vue d'initier des pourparlers de paix. Le gouvernement indien a rejeté la demande d'ouverture d'une enquête indépendante, impartiale et efficace sur ces homicides, comme l'exigent le droit international relatif aux droits humains et les lignes directrices fixées par la Commission nationale des droits humains en 2003.

Dans plusieurs États, les civils sont régulièrement pris pour cibles par les forces de sécurité et les maoïstes dans le cadre de ces affrontements.